



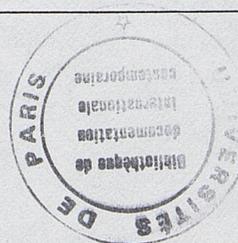
FRENTE FARABUNDO MARTI PARA LA
LIBERACION NACIONAL
FRENTE DEMOCRATICO REVOLUCIONARIO
El Salvador, Centro América



BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION DE LA REPRESENTATION DU FDR-FMLN
No. 3 Paris, Juin 1989

SOMMAIRE

- . Editorial : Bush : espoirs déçus !
- . Lettres de Marc Ingelbrecht et de Madeleine Lagadec
- . Le coût de la guerre
- . Lettre du FMLN au Secrétaire Général de l'ONU
- . Entretien avec Humberto Centeno, membre dirigeant de l'UNTS
- . Entretien avec Luis Grande, membre dirigeant de l'UNOC
- . Lettre de G. Sikorski et S. Hoyer, membres du Congrès, au
Président George Bush
- . Nouvelles brèves



Pour tout renseignement auprès du FDR-FMLN, s'adresser à :
Esmeralda CARDENAS - tél. 33 1 46711290

Soutien à l'édition du bulletin :
CCP 1720992 Z

h08. 13315

EDITORIAL

Bush : espoirs déçus !

Après les échecs politiques de l'Administration Reagan en Amérique Centrale, de larges secteurs de l'opinion publique mondiale et centre-américaine ont espéré que l'Administration Bush ouvrirait une ère nouvelle dans la politique nord-américaine en Amérique Centrale : ils souhaitaient en effet que le gouvernement de George Bush reconnaisse enfin l'inutilité du recours à la force et à l'intimidation - toujours la politique du "gros bâton" ! - pour résoudre les problèmes locaux et régionaux.

De fait, la démonstration de force de la nouvelle Administration Bush à Panama, ainsi que l'aide proposée au gouvernement d'extrême-droite du Salvador, ne laissent à nos peuples qu'une seule alternative : continuer leur lutte pour une démocratie véritable, pour la souveraineté nationale et une paix durable, en faisant appel aux forces démocratiques qui, dans le monde, défendent les principes de non-intervention et d'autodétermination des peuples, ainsi que leur droit légitime à la paix et au développement.

LETTRES DE MARC INGELBRECHT ET DE MADELEINE LAGADEC

Le samedi 15 avril 1989, des unités des Forces Armées Salvadoriennes (F.A.S.) ont réalisé d'intenses bombardements contre un hôpital du FMLN, à Santa Catarina (département de San Vicente). Dans cet hôpital, elles ont capturé, torturé puis assassiné cinq personnes parmi lesquelles un médecin argentin, Gustavo Ignacio Islas Casares, et Madeleine Lagadec, une infirmière française. Madeleine était originaire de Guipavas près de Brest. Elle avait vingt huit ans.

A vingt deux ans, elle avait passé une année au Nicaragua. A son retour, elle avait travaillé à l'hôpital Pasteur de Brest avant de repartir pour le Salvador en décembre 1985. Là-bas, jusqu'à sa mort, elle a aidé la population dans les zones les plus démunies sur le plan sanitaire.

Le FMLN demande au gouvernement et aux forces armées du Salvador de reconnaître les faits tels qu'ils se sont véritablement déroulés. Les événements du 15 avril 1989 constituent une nouvelle violation des droits de l'homme, un crime de guerre. Ils se caractérisent par le non respect des hôpitaux soignant des blessés de guerre, et de la vie des prisonniers de guerre. Une autopsie du corps de Madeleine Lagadec a été pratiquée en France pour établir les causes exactes de sa mort.

Nous publions ci-dessous la lettre adressée au Président François Mitterand par Marc Ingelbrecht, directeur de l'hôpital de l'hacienda Catarina et témoin des crimes qui y ont été commis, ainsi qu'un extrait de deux lettres adressées par Madeleine Lagadec à ses parents. Marc Ingelbrecht est Flamand mais il a rédigé sa lettre en langue française.

Lettre de Marc Ingelbrecht :

" Nord de San Vicente, El Salvador
20 de avril, 1989

Messieur l'ambassadeur de France au Salvador,
Messieur le ministre d'affaires exterieures de France,
Messieur François Mitterand, president de France,
a tout le peuple français.

Il y a 5 jours que la force de l'aire de l'armée salvadorienne a ataqué notre hôpital de campagne quetait situé dans la "Hacienda Catarina" a quelques kilometres du canton El Tortuguero de la jurisdiction Sta Clara du departement de San Vicente.

Après un bombardement et amaitrailement saturé avec 2 avions jet A-37 "Dragon Fly", 2 helicoptères UH-1-M et 1 helicoptère Hughes 500, 7 helicoptères de transport UH-1-H ont aterrizés des unités de parachutistes.

Ceux-ci ont fait prisonniers a cinq personnes qui's avaient refugié du bombarde-ment. Leurs noms sont :

Madeleine LAGEDEC, infermière française,
Gustavo Ignacio Caseres, medecin argentin,
Maria Cristina Hernandez, infermière auxiliaire salvadorienne,

Clelia Leticia Diaz Salazar, institutrice salvadorienne,
Carlos Gomez, un des patients de l'hôpital, salvadorien.

La infirmière salvadorienne avait été blessée grièvement pendant le bombardement.
Les autres 4 n'avaient pas de blessures.

Après de cruels tortures pour leur obliger de donner de l'information, ce qu'ils n'ont pas voulu faire, les parachutistes ont violé a Madeleine Lagedec et Maria Cristina Hernandez et ensuite ils ont asasiné d'une ou plusieurs balles de M-16 dans la tête ou dans le dos les 5 prisonniers.

Les déclarations du haute commandement de l'armée sont des mensonges.

1° Ce n'était pas un campement de combattants du FMLN, mais un hôpital de campagne du FMLN, qui a été attaqué.

2° Les 5 personnes n'ont pas été tués dans des combats, mais ils ont été fait prisonniers, torturés et asasinés.

C'est ça la seule réalité et la unique vérité.

Nous savons tous que nous nous rencontrons dans une guerre, et la guerre est terrible. Mais ce qui c'est passé le samedi, 15 de avril 1989 a 8 heures du matin, c'est une simple crime de guerre !!!

Le FMLN vous a demandé de investiger la mort de Madeleine Lagedec, non simplement pour que elle a été tuée, mais comment elle a été asasinée, violée et torturée.

La situation de guerre ne peut pas justifier cette crime de guerre.

Je crois que c'est une obligation morale de tous les pays civilisés d'exiger l'investigation pour éviter que El Salvador retourne à la situation des années 79-81. La seule façon d'éviter que se repètent les crimes de guerre, c'est d'investiger et d'exiger la justice ...

Le FMLN a déjà déclaré sa volonté de collaboré à l'investigation. J'espère que le gouvernement français procède avec une investigation jusqu'au fond de la mort de Madeleine Lagedec, et au moment de prouver ce qui c'est vraiment passer. Seulement ainsi la sang de Madeleine Lagedec n'a pas couru en vaine.

Je vous en prie de ne pas accepter l'explication de l'armée parce que elle sont fauses. Accepter la version officielle serait comme tuer autre fois à Madeleine Lagedec.

Je reste à votre disposition pour donner toutes les informations que vous necesitez pour l'investigation de l'asasinat de Madeleine Lagedec.

Avec tous mes respects.

Marc INGELBRECHT
Medecin belge,
Responsable de l'hopital attaqué. "

Extraits de lettres adressées par Madeleine Lagadec à ses parents

" 26 AOUT 1987

(...) Après vous avoir donné quelques nouvelles, je voulais vous dire quelque chose qui va beaucoup vous assombrir. Je vous avais dit que je ne resterais pas plus de 2 ans. Mais maintenant, beaucoup de choses ont changé pour moi. (...) Je suis responsable de la zone au niveau santé. L'autre jour il n'y avait pas un seul médecin dans tout le front et les brigadistes d'une autre organisation m'ont appelée pour soigner un cas grave : une fracture ouverte par balle. Et ce sont des cas qui peuvent se reproduire. Je vous racontais dans l'autre lettre les 2 amputations que nous avons fait sans médecin. Je ne me vois donc pas dire à tout le monde "j'ai fait mon temps, maintenant je m'en vais ; bonne chance !" De plus je vous avoue que maintenant, je ne vois plus les choses de la même façon : je suis venue avec l'idée de donner mon apport et ensuite rentrer. Mais le peuple salvadorien a su convertir sa cause en la mienne. Elle l'a toujours été vous me direz. Mais maintenant elle l'est au plus profond de moi. Vous allez peut-être penser que je suis égoïste, que je ne me rends pas compte de ce que vous pouvez ressentir. Mais je me dis que ce n'est pas égoïste de ne pas faire prévaloir les sentiments de ma famille, qui je sais va très bien quand ma présence ici peut soulager : des compas, des gamins la majeure partie 16, 17 ans qui n'ont plus de famille car elle a été massacrée ou on ne sait rien d'elle. Je pense à F., un gamin bien jeune et bien courageux pour combattre. Pourquoi si jeune ? Il a été le seul survivant du massacre de Calabos dont je vous ai déjà parlé (près de 400 morts ici). Il est resté caché sous le cadavre de sa mère. Au bout de 3 jours, il s'est relevé, grouillant de vers car ici les corps se décomposent très vite avec la chaleur et il s'est enfui. Maintenant, il est là pour venger sa famille et tous les gamins du Salvador - dit-il. J'espère que vous me comprenez. Vous allez me dire que vous ne pouvez pas tout supporter. Mais je crois que quand il s'agit de la liberté, la fin de l'exploitation et de la misère de tout un peuple, il faut savoir reculer ses limites. Pour vous c'est cela être chrétien et pour moi c'est cela être révolutionnaire, mais en fin de compte, c'est la même chose ... De plus je suis très bien intégrée. Ici je suis à la fois une copine et une seconde mère pour les guerilleros qui sont avec moi, la majeure partie a 15, 16 ans et on s'aime beaucoup.

De plus la victoire approche à grands pas sans être optimiste. Duarte est au bord du gouffre et le sommet des présidents centro-américains peut accélérer les choses. Ici, le peuple est décidé à tout et rien ne le fera reculer "

" 6 NOVEMBRE 1987

(...) Demain je vais aller m'enfermer dans une grotte cachée au fond de la zone dans une faille d'une rivière avec 2 blessés fracturés des jambes. Cela permet qu'en cas de n'importe quelle attaque, on soit protégé sans nécessité de bouger. L'armée peut arriver ou bombarder à 20 m de là et nous sommes en sécurité car on ne peut la détecter que si on sait où elle est. Une chose, si, c'est un peu déprimant comme endroit, très isolé mais puisque c'est nécessaire

pour que les 2 compas puissent récupérer tranquilles. Ici, on ne fait pas ce qu'on veut mais ce que l'intérêt de tous nécessite. Ce qui est préoccupant, c'est que l'un deux au moins récupérera vite mais l'autre, presque sûr, nous finirons par l'amputer car l'articulation est bien atteinte. Jusqu'ici nous pouvions évacuer les invalides grâce à la Croix Rouge Internationale comme je vous l'ai déjà raconté mais actuellement, l'armée ne le leur permet plus ou quand elle les laisse passer, c'est pour les capturer et les mettre en prison. C'est cela l'ouverture démocratique de Duarte ! Cela fait 6 mois que tous les blessés sont mis en prison et pourtant un amputé, que peut-il faire ?

Au niveau international, Duarte avait fait croire que la situation des droits de l'homme s'était améliorée mais c'est absolument faux. La répression au lieu d'être massive est sélective : syndicalistes, membres d'organisations humanitaires, étudiants etc ... Le plus flagrant, l'assassinat du coordinateur de la Commission des droits de l'homme, Herbert, mais en plus tant de cas que l'on ne connaît pas. Peu à peu, les escadrons de la mort et l'armée éliminent les familles des compas qui sont ici dans la guérilla, sans qu'eux ne soient organisés. A un compa, cela fait peu de temps, ils lui ont tué un deuxième frère dans un refuge, ... guerre psychologique. Mais la population tolère de moins en moins. Duarte n'a jamais été autant répudié que maintenant. Lors de l'enterrement de Herbert Anaya, le peuple criait vengeance et avertissait Duarte que bientôt ça va être l'insurrection, barricades, véhicules brûlés. Dans les zones d'expansion, les gens réclament des fusils. Ils savent que pour l'instant, c'est important qu'ils aient une image légale face à l'armée. Leur organisation est clandestine, la nuit ils s'entraînent. Mais ils nous demandent : "quand ça va être la contre-offensive ? " Au mois d'octobre, l'armée a souffert des pertes (un bataillon), 5 stations électriques ont été détruites, ponts, bénéfices de café détruits. Dans la capitale : 3 tours de haute tension ont été dynamitées, les embuscades à la police nationale (particulièrement criminelle) ne se comptent plus, ce qui fait que actuellement, ils ont dû affecter des effectifs de l'armée dans San Salvador. Visiblement, l'armée ne sait plus comment contrôler l'avance de la guérilla. C'est pour cela que Duarte s'est lancé dans une série de manoeuvres politiques, voulant faire croire qu'il respecte le plan de paix de Esquipulas II : amnistie, cessez-le-feu unilatéral ... Mais ça n'avance à rien car il s'obstine à réclamer que le FMLN dépose les armes avant de s'incorporer à la vie légale. Et comment le FMLN va accepter cela alors que l'armée et Duarte sont au bord de la déroute et qu'il n'y a aucune garantie de démocratie ? En s'obstinant ainsi, Duarte montre qu'il a opté pour la solution militaire et d'autres hélicoptères sont arrivés des Etats-Unis bien qu'il ne fait que parler de paix ...

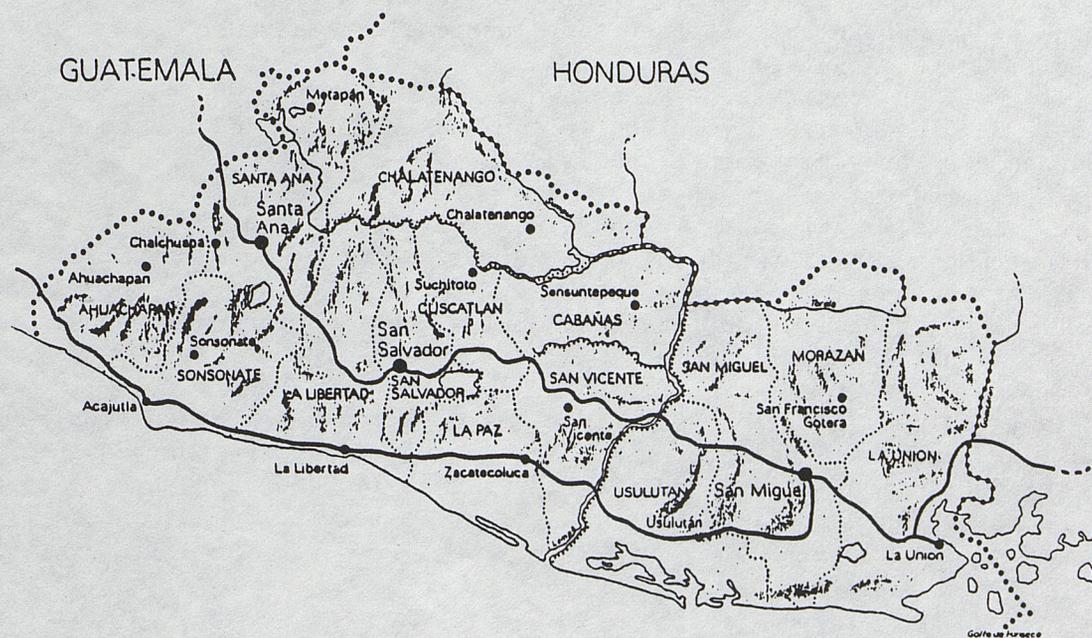
(...) Nous aussi, ici, on va essayer de passer Noël de la meilleure forme possible (...)

LE COUT DE LA GUERRE - Source : Centre de Documentation du FMLN

Le Salvador compte une population de 5,5 millions d'habitants. En multipliant chaque chiffre par 10, on portera à l'échelle de la France le coût que la guerre représente pour le peuple salvadorien.

	Période 1980 - 1988
- Assassinats	70.000
- Disparitions	7.000
- Morts au combat	35.000
- Déplacés	600.000
- Réfugiés	730.000
- Invalides de guerre	4.500
- Victimes du tremblement de terre	300.000
- Chômeurs	540.000
- Travailleurs licenciés	12.000

NOTA : Pour chaque assassinat, disparition, chômeur ..., c'est une moyenne de 5 personnes parmi la population qui sont affectées directement.



LETTRE DU FMLN AU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU

(fin avril 1989)

Votre Excellence Monsieur le Secrétaire Général
de l'Organisation des Nations Unies - ONU
Javier Perez de Cuellar

Notre représentant devant les Organismes internationaux nous a communiqué que le Secrétaire adjoint des Nations Unies, Monsieur Alvaro de Soto, désirait s'entretenir avec le Commandement Général du FMLN afin de discuter de sa coopération au projet ONUCA.

Nous sommes certains que vous avez accepté de promouvoir et de coordonner ce projet parce que vous êtes sincèrement attaché à la construction et à l'instauration de la paix en Amérique Centrale.

Sensibles à cet intérêt, nous vous faisons part de notre décision d'accepter l'invitation de Monsieur Alvaro de Soto.

Nous proposons de tenir ces conversations au siège de l'ONU à New York. A cet effet, considérant qu'elle était l'organe le plus approprié, nous avons désigné notre Commission Politico-Diplomatique pour vous présenter notre point de vue initial.

Pour que ces conversations soient plus efficaces, dès maintenant nous vous communiquons, par la présente, notre position sur le projet ONUCA :

1./ Le projet ONUCA limite son mandat à la vérification du respect de deux des accords d'Esquipulas II signés par les états centro-américains.

Cette limitation du nombre des accords devant être soumise à vérification fait que le projet ONUCA est inapplicable aux zones contrôlées par le FMLN et que toute demande de coopération du FMLN au projet ONUCA est par conséquence irrecevable.

2./ Juridiquement et politiquement, le FMLN n'est nullement tenu à respecter des accords ne concernant pas le territoire national du Salvador.

Il est au contraire évident que le projet ONUCA est totalement applicable au cas de la contre-révolution nicaraguayenne dont la présence sur le territoire hondurien est catégoriquement établie.

De ce fait, il est infondé de vouloir utiliser pour le cas salvadorien le même instrument de vérification, d'autant plus que les deux situations ne présentent aucune similitude ni aucune symétrie. Ceci fait que le projet ONUCA, lorsqu'on l'analyse en fonction du cas salvadorien, contient trop de manques, d'incohérences et de difficultés insurmontables.

3./ Tant qu'une solution politique négociée n'aura pas été obtenue au Salvador, aucune des parties ne pourra objectivement garantir aux équipes d'observateurs qui se déplaceront des conditions raisonnables de sécurité à cause de l'acuité et de l'extension actuelle du conflit à tout le territoire national.

Nous considérons, Monsieur le Secrétaire, que nos appréciations coïncident en général avec les observations que vous avez faites dans votre lettre du 5 janvier 1989 aux Ministres des Affaires Etrangères d'Amérique Centrale dans laquelle vous soulignez qu'il est difficile de concevoir que la problématique centre-américaine puisse être résolue par le seul recours à une technique telle que les opérations de maintien de la paix qui, par définition, ne peuvent agir dans le vide.

Recevez, Monsieur le Secrétaire Général, nos salutations distinguées.

Commandant Schafik Jorge Handal

Commandant Francisco Jovel

ENTRETIEN AVEC HUMBERTO CENTENO, MEMBRE DIRIGEANT DE L'UNTS

Humberto Centeno, membre dirigeant de l'Union Nationale des Travailleurs Salvadoriens (UNTS) vient de séjourner en France, à l'invitation de la CGT, dans le cadre d'une tournée en Europe occidentale. Il a donné, le 18 mai dernier à Montreuil, une conférence de presse que nous publions ci-après.

Q : Quel est le but de votre tournée ?

H.C. : Son but est de dénoncer l'escalade dans la violation des droits de l'homme et notamment celle déclenchée depuis le 20 mars dernier. Nous avons demandé aux partis politiques, aux responsables des organisations de défense des droits de l'homme et aux gouvernements européens d'être attentifs à la situation faite aux droits de l'homme au Salvador.

Q : Qu'avez-vous essentiellement demandé aux gouvernements européens ?

H.C. : Nous leur avons demandé un profond réexamen de la nature de leurs relations politiques avec un gouvernement salvadorien dirigé par le parti des escadrons de la mort. Tout franc versé par le gouvernement français dans les caisses du prochain gouvernement de l'ARENA servira à tuer plus de Salvadoriens. Nous avons obtenu qu'une discussion soit engagée, après l'élection du Parlement Européen, sur une initiative visant à condamner l'augmentation constatée du nombre d'assassinats, de disparitions, d'arrestations, de locaux syndicaux cernés par l'armée ... En Espagne, le Parlement Catalan et le Parlement Basque ont déjà voté une résolution condamnant l'ARENA. J'ai été reçu par le directeur du secteur Amérique Latine du Ministère espagnol des Affaires Etrangères. Je lui ai dit notre inquiétude de l'accession de l'ARENA au gouvernement et lui ai demandé, au nom de l'UNTS, un sérieux réexamen des relations avec Cristiani. C'est aussi ce que j'ai demandé au gouvernement français. Je me suis également rendu en Belgique. Je me suis entretenu à Bruxelles avec le Ministre du Travail et, en outre, avec plusieurs parlementaires européens.

Q : Comment a évolué la situation salvadorienne depuis les élections présidentielles du 19 mars dernier ?

H.C. : Depuis le 19 mars, la Démocratie Chrétienne a gardé le silence le plus total sur la nouvelle situation du Salvador. L'ARENA agit comme si elle était déjà au pouvoir. Elle tient l'Assemblée législative, la Cour suprême, le Ministère des Finances et elle aura en main le pouvoir exécutif à partir du 1er juin. Elle contrôle en outre la majorité des hauts commandements militaires y compris des officiers qui, d'une manière ou d'une autre, appuyaient Duarte et dirigeaient l'armée. Avec la victoire de l'ARENA, ces militaires se sentent plus libres et plus forts du fait de l'appui de l'extrême-droite. Celle-ci laisse les mains libres à l'armée et au parti de l'ARENA pour accroître la répression contre la population. N'oubliez pas que d'Aubuisson est toujours secrétaire général de l'ARENA.

Q : Comment expliquez-vous cette nouvelle augmentation de la répression ?

H.C. : La répression s'est considérablement accrue après la victoire de Cristiani parce que celui-ci veut en finir avec les syndicalistes et les cadres de base de différents organismes avant d'accéder au pouvoir exécutif. On peut dire qu'il est en train de préparer cette accession. Dans la réalité, ceci a fait que différents secteurs, sociaux, religieux, politiques etc ... sont en train d'unir leurs forces pour affronter l'ennemi commun. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'un face à face entre les oppresseurs et les opprimés. Rien que dans les trois premiers mois de 1989, il y a eu deux fois plus d'assassinats politiques que dans toute l'année 1988. Entre le 20 mars et le 15 avril, 196 personnes ont été assassinées, 29 ont "disparu" et 323 ont été arrêtées tandis que l'armée a occupé 5 locaux syndicaux. On a posé des bombes au siège de l'UNTS et à l'imprimerie de l'Université Catholique Centre-américaine. On a tenté d'assassiner le vice-recteur de l'Université d'El Salvador. Des campagnes de presse anticommunistes ont aussi été lancées.

Q : Quelle est la situation de la classe ouvrière salvadorienne ?

H.C. : Le syndicalisme et la composition sociale du Salvador diffèrent beaucoup de ceux de l'Europe. Avant 1980, nous comptions plus de 500 usines et plus de 400 syndicats ouvriers. Aujourd'hui, en 1989, il n'y a plus que 40 usines et une puissante union syndicale nationale des travailleurs. L'ouvrier, le syndicaliste salvadorien lutte pour les justes revendications sociales qui sont les siennes ; c'est là notre grande force, lutter pour faire disparaître la misère actuelle. Par exemple, il n'existe à San Salvador que 4 hôpitaux publics soit 1 lit pour 1000 habitants et 80 % des écoles primaires sont fermées actuellement.

Q : Quelle est la position de l'Administration Bush ?

H.C. : Nous savons que la nouvelle Administration américaine exerce des pressions sur les gouvernements occidentaux pour qu'ils appuient le gouvernement Cristiani. Elle argumente qu'il faut laisser à Cristiani le bénéfice du doute, qu'il est modéré, qu'il faut attendre et voir ce qu'il fera une fois au gouvernement ... Nous, nous disons : l'ARENA ne fait qu'un. Cristiani appartient aux 14 familles, à l'oligarchie qui a financé les escadrons de la mort. La pratique en fait la preuve avec l'augmentation de la répression qui a suivi la victoire électorale d'Alfredo Cristiani. Le gouvernement de l'ARENA et ses agents vont lancer la guerre totale contre l'opposition civile. Car la guerre totale existe depuis 1980, guerre où le FMLN et l'armée ont mutuellement tenté de se détruire. La guerre totale existe sur le plan militaire. On a vu des bombes de 250 kg, des régions rasées etc ... La guerre totale, pour nous, est celle qui s'attaque aux opposants civils. Tous ces instruments agissent

de manière coordonnée avec l'armée. L'essence de l'ARENA et de Cristiani, c'est une idéologie d'extrême-droite, profondément réactionnaire, fasciste.

Q : Face au nouvel état des choses, quelles sont les perspectives pour l'UNTS et l'ensemble du mouvement syndical ?

H.C. : L'arrivée au pouvoir de l'ARENA ouvre la perspective de la possibilité réelle de l'existence d'un large mouvement syndical, politique, qui s'opposera à la guerre totale menée par ce parti. Avant mon départ pour l'Europe, les trois centrales syndicales majoritaires (la CTS, l'UNOC et l'UNTS) se sont réunies et ont décidé d'agir ensemble autour de trois principes fondamentaux : la défense de la réforme agraire et des coopératives, la défense des droits de l'homme et le combat pour trouver une solution politique négociée mettant fin à la guerre. Une lutte, donc, pour gagner la paix au profit du Salvador. Nous pensons que ces principes recevront l'appui des secteurs politiques et sociaux les plus divers y compris les secteurs chrétiens.

Q : Quel message souhaitez-vous adresser à la solidarité européenne ?

H.C. : Nous considérons comme des amis ceux qui développent la solidarité. Nous savons que la lutte du peuple salvadorien a reçu un important appui politique. Cependant, nous pensons que la lutte sera plus décisive à présent et que nous aurons besoin d'une aide encore plus forte dans tous les sens du terme. Le puissant mouvement populaire en plein essor qui existe aujourd'hui va être la cible de la répression mais il poursuivra sa participation à la lutte au Salvador. J'ai été moi-même arrêté et torturé deux fois. Mais le Salvador est notre patrie et c'est là que nous luttons. Notre combat a besoin de l'appui international. Vous saurez comment le donner, mais nous espérons qu'existera une solidarité concrète avec la lutte du peuple salvadorien, une lutte pour la démocratie, la justice sociale et la paix.

ENTRETIEN AVEC LUIS GRANDE, MEMBRE DIRIGEANT DE L'UNOC

Bien que l'Union Nationale Ouvrière et Paysanne (UNOC) ne représente qu'un nombre limité de travailleurs et bien que ses positions présentent certaines contradictions, les difficultés qu'affronteront les organisations populaires dans un avenir proche les conduiront à converger sur des plates-formes revendicatives qui constitueront les bases d'un Front Ample. Ainsi seront structurés des efforts authentiquement nationaux qui contribueront à la réalisation définitive de l'indépendance nationale et à l'arrêt de la guerre.

L'UNOC est un syndicat ouvrier et paysan qui s'est fondé au Salvador en mars 1986, un mois après la constitution d'un mouvement de plus grande ampleur, l'Union Nationale des Travailleurs Salvadoriens (UNTS). Elle rassemble les paysans qui ont bénéficié de la Réforme Agraire et les secteurs ouvriers représentés par les syndicats restés en marge de l'UNTS.

La naissance de l'UNOC a répondu à l'obligation dans laquelle s'est trouvé le gouvernement démocrate-chrétien, lors de la constitution de l'UNTS, de se doter d'une base ouvrière paysanne. L'UNOC provient du rassemblement des syndicats membres de l'UPD puis de l'éphémère Centrale des Travailleurs Démocratiques. L'UNOC comme l'UPD et CTD a été financée et conseillée par l'Institut Américain du Syndicalisme libre, organisation étroitement liée à la CIA.

L'alliance de l'UNOC et du PDC a pris fin à la date des élections présidentielles du 19 mars dernier. L'UNOC a alerté ses adhérents et la population salvadorienne du danger que constituait la formation prochaine d'un gouvernement oligarchique et répressif par l'ARENA. Nous présentons ici cet entretien avec un dirigeant de l'UNOC car il nous semble contribuer à une connaissance plus fine des réalités au Salvador.

Q : Quelles perspectives à court terme constitue le gouvernement de l'ARENA aux yeux de l'UNOC ?

L.G. : Pour l'UNOC, actuellement, l'horizon du Salvador est bouché. Nous estimons que l'avenir de mouvement ouvrier est incertain actuellement. Nous ne pouvons rien attendre de bon du futur gouvernement vu l'histoire de l'ARENA. De plus, nous ignorons la composition du prochain cabinet. Comprendra-t-il des hommes de l'extrême-droite récalcitrante ou quelques modérés avec lesquels on pourra dialoguer ? Les droits de l'homme seront-ils respectés ainsi que les libertés syndicales dont nous avons joui jusqu'à présent ? Telles sont nos inquiétudes.

Q : Pensez-vous que le dialogue soit possible sous un gouvernement de l'ARENA ?

L.G. : Nous estimons qu'il est possible de proposer le dialogue, mais seulement un dialogue tactique. Nous savons bien qu'il nous faudra continuer à lutter pour obtenir un dialogue garantissant une solution non militaire, une solution politique démocratique et populaire favorable à toute la population salvadorienne.

Q : Vous avez évoqué la question des droits de l'homme. Pouvez-vous nous en dire plus ?

L.G. : Il a été constaté qu'après les élections de mars 1988 des groupes dont les liens avec l'ARENA sont bien connus ont multiplié les violations des droits de l'homme et les violences. C'est cet état de chose qui est inquiétant. Nous ne savons pas si cela continuera après l'accession à la présidence de la République de Monsieur Cristiani mais le plus probable est une recrudescence de ces violences. Je constate dès aujourd'hui que toutes les organisations syndicales salvadoriennes sont inquiètes à ce sujet.

Q : Monsieur Cristiani a pourtant déclaré au cours de son voyage aux Etats-Unis qu'il ne laisserait pas faire les escadrons de la mort.

L.G. : Cela me semble extrêmement difficile dans la mesure où les escadrons de la mort ne relèvent pas du Président. Le Président Duarte a multiplié les pressions en vue de les contrôler, il a lutté pour démocratiser les forces armées mais, avec l'ARENA, les choses seront totalement différentes. Ils vont vouloir se justifier en disant qu'il s'agit de la réponse de la loi à ceux qui la violent. Nous pensons que cette attitude constitue un très grave danger car elle peut conduire à la radicalisation de l'ensemble du mouvement social salvadorien.

Q : Après les élections présidentielles, l'UNOC a signé des déclarations conjointes avec l'UNTS, la CST et d'autres organisations professionnelles. Des actions unitaires verront-elles le jour prochainement ?

L.G. : Il n'est pas possible d'engager des actions conjointes parce que le calendrier de l'UNTS et celui de l'UNOC ne coïncident pas. Par contre, il est possible que nous fassions des déclarations communes concernant des objectifs communs, mais en vérité, je ne peux parler d'une action unitaire parce que l'UNTS utilise parfois la violence alors que nous ne participons à aucune action violente. Nous n'avons pas le même point de vue qu'eux à ce sujet bien que nous soyons fidèles à un principe

révolutionnaire : transformer le Salvador. Nous voulons des changements sociaux mais sans recourir à la violence. Nous essayons, dans le cadre d'une action pacifique, de contraindre les gouvernants à changer d'attitude, à poursuivre le processus de démocratisation engagé au Salvador.

Q : Que pensez-vous de la politique des Etats-Unis envers le Salvador. Croyez-vous que l'arrivée de l'ARENA au pouvoir convient à Washington ?

L.G. : Les Américains ne changeront jamais de politique extérieure. Ils ont toujours eu pour principe de coopérer avec les gouvernements successifs. Ils ont appuyé les dictatures qui nous ont opprimés et qui, en réalité, ont contraint les gens à s'orienter vers la seule alternative qui restait, la lutte armée. Mais nous avons constaté que les Etats-Unis ont pratiquement ouvert la voie à l'extrême-droite dans la mesure où l'ambassade américaine adressait un message aux militaires et à l'extrême-droite lorsqu'elle a dit que les Etats-Unis étaient neutres et qu'ils respecteraient la volonté populaire, que leur aide continuerait quel que soit le résultat des élections, quelles que soient les dures conséquences, pour la population, de la formation d'un gouvernement d'extrême-droite tel que celui qui arrivera au pouvoir le 1er juin.

Q : L'UNOC prépare t-elle des actions pour répondre à l'éventualité d'une vague de répression ou du vote de lois antipopulaires décidées par le gouvernement de l'ARENA ?

L.G. : Nous avons décidé que notre position serait d'exiger de l'ARENA qu'elle tienne les promesses électorales faites dans les domaines économiques et sociaux. Outre les revendications spécifiques d'un mouvement ouvrier et paysan, nous avons notre propre plan de lutte et d'actions. La Confédération Générale du Travail vient d'organiser une grève dans l'entreprise Robertini, un permanent du parti ARENA: 14 de nos camarades ont reçu des menaces de mort et nous avons obtenu l'indemnisation de 45 camarades parce que nous n'avons pas voulu risquer la vie des travailleurs. Ce qui est indiscutable, c'est que la CGT et l'UNOC vont continuer la lutte populaire, la lutte démocratique mais combative face à toutes les actions visant à miner ou à limiter les droits des travailleurs salvadoriens.

Q : Quelles seraient les conséquences d'une reprivatisation ou d'une transformation de la Réforme Agraire décidées par le gouvernement de l'ARENA ?

L.G. : Toute mesure économique constituant un recul des réformes sociales est une limitation. Nous ne renoncerons à aucun des acquis obtenus par la voie démocratique. Nous défendrons les intérêts des paysans et leurs terres en versant notre sang s'il le faut. Dans les villes, sur le terrain syndical, nous maintiendrons une action permanente qui interpellera le système, exigera le remplacement de l'actuel Code du Travail, aujourd'hui périmé, le respect des libertés syndicales et du droit de grève, droit que l'on a mal appliqué ces derniers jours et, en définitive, toujours aux dépens de la classe des travailleurs.

Pour terminer, je voudrais saluer tous les peuples du monde, en particulier ceux des démocraties, et demander leur appui à la classe ouvrière mondiale, à la Confédération Mondiale du Travail, à la CIOLS, à l'ORIT, à la CLOT. Nous avons besoin de la solidarité du mouvement ouvrier international.

LETTRE DE G. SIKORSKI ET S. HOYER, MEMBRES DU CONGRES, AU PRESIDENT GEORGE BUSH

6 avril 1989

Monsieur le Président,

Par cette lettre, nous voulons vous exprimer notre préoccupation devant l'augmentation du nombre des violations des droits de l'homme au Salvador. A la veille de votre rencontre avec le Président du Salvador récemment élu, Alfredo Cristiani, nous vous demandons instamment de souligner l'importance que revêt la mise en oeuvre de réformes en matière des droits de l'homme et de la recherche d'une paix négociée au Salvador.

En dépit d'une considérable injection de dollars américains, il n'y a aucun signe d'amélioration quant à la situation des droits de l'homme, et nous ne sommes pas plus près de la fin de la guerre qu'il y a huit ans. En fait, depuis l'année dernière, on assiste à une recrudescence de l'activité des escadrons de la mort alors que la question des droits de l'homme a régressé. Le nombre d'assassinats a augmenté depuis la menace exprimée par le Vice-Président Quayle de couper l'aide des Etats-Unis lors de sa visite dans la région le mois dernier. Le jour des élections, 20 civils ainsi que trois journalistes qui couvraient l'élection ont été tués, indice inquiétant de ce que l'on peut vraisemblablement attendre de la nouvelle administration salvadorienne. Nous vous encourageons à demander au Président Cristiani qu'il se démarque du règne de terreur de Roberto D'Aubuisson en dissolvant les escadrons de la mort et en les présentant à la justice .

L'affaire judiciaire de Rodolfo Sibrian, garde nationale protégé par D'Aubuisson, et d'autres membres impliqués dans le meurtre, en 1981, de deux conseillers américains pour le travail, a été réouverte en partie grâce aux pressions américaines. Nous devons signaler au Président Cristiani que son aptitude à donner une identité nouvelle au parti de droite qu'est l'ARENA serait notablement renforcée s'il était capable de réouvrir le procès concernant le meurtre, en 1980, de Mgr Romero, affaire judiciaire que le Parlement salvadorien avait effectivement écartée sans prendre de décision. Le jugement de ces affaires donnerait quelque crédibilité aux promesses de Cristiani de réformer le système judiciaire défaillant et corrompu et d'appliquer avec vigueur des mesures contre les violations des droits de l'homme commises par les militaires.

Il règne une profonde inquiétude parmi les membres du Congrès de voir la victoire de l'ARENA entraîner une polarisation entre les parties en guerre, la mort et la désaffection des citoyens qui sont pris entre les deux. Nous vous prions instamment, dans vos discussions avec le Président Cristiani, de faire pression en faveur des négociations de paix avec le FMLN, les guerillas de gauche, et de conditionner l'aide aux progrès réalisés pour en finir avec les violations des droits de l'homme.

Sincères salutations,

GERRY SIKORSKI
Membre du Congrès

GERRY SIKORSKI
IN FORMER SERVICE
WRAP AT LARGE
ENERGY AND COMMERCE
POST OFFICE AND CIVIL SERVICE
COLUMBIA RIVER SERVICE
SELECT COMMITTEE ON
CHILDREN, YOUTH, AND FAMILIES



Congress of the United States
House of Representatives
Washington, DC 20515
April 6, 1989

WASHINGTON OFFICE:
111 CANNON HOUSE QUARTERS, BLDG.
WASHINGTON, DC 20541
2051-3311
BLDG. MESSAGE
ADMINISTRATIVE ASSISTANT
1-205-3311
DISTRICT OFFICE:
371 CONGRESS BLDG., SW.
SUITE 4116
4000 MAPLE AVENUE, NW
6112 17000-01
ACT. SAMPLES
DISTRICT DIRECTOR

The Honorable George Bush
President of the United States
The White House
Washington, DC 20500

Dear Mr. President:

We are writing to express our concern over the increasing human rights abuses in El Salvador. On the eve of your meeting with the newly elected President of El Salvador, Alfredo Cristiani, we urge you to emphasize the importance of implementing human rights reforms and the pursuit of a negotiated peace in El Salvador.

Despite a tremendous infusion of United States dollars, there has been no evidence of advances in human rights and we are no closer to the end of the war than we were eight years ago. In fact, over the past year there has been a resurgence of death squad activity as El Salvador's human rights record has regressed. The number of killings in El Salvador has increased since Vice President Quayle's threat to cut off U.S. aid on his trip to the region last month. On election day, 20 civilians as well as three newsmen were killed covering the election, a troublesome indicator of what we might expect from the new Salvadoran Administration. We encourage you to request President Cristiani to dissolve himself from Roberto D'Aubuisson's rule of terror by dissolving the death squads and ending the human rights issue.

The landmark case against Rodolfo Sibrian, a National Guard protégé of D'Aubuisson, and the other members involved in the 1981 killing of two American labor advisors was reinstated due in large part to American pressure. We must indicate to President Cristiani that his ability to forge a new identity for the rightist ARENA party would be significantly enhanced if he were able to revive the 1980 murder trial of Archbishop Romero, a case which the Salvadoran Parliament has effectively precluded from any decision. A judgement in these cases would give some credibility to Cristiani's pledge to reform the weak and corrupt judicial system and to strongly implement reforms against human rights abuses by military men.

There is grave concern among Members of Congress that the ARENA victory will lead to polarization of the warring parties and death and alienation of the citizens who are caught in the middle. We urge you, in your discussions with President Cristiani to exert pressure for peace negotiations with the FMLN, the leftist guerrillas, and make aid contingent upon progress in eliminating human rights abuses.

Gerry Sikorski
GERRY SIKORSKI
Member Of Congress

Sincerely,

Steny Hoyer
STENY HOYER
Member Of Congress

NOUVELLES BREVES

Répression au Salvador depuis les élections :

19 mars : Paulino Ramos Hernandez, observateur de la Convergence Démocratique pour la province de Sonsonate, est enlevé par des membres du détachement militaire n° 6.

22 mars : Juan Hernandez Portales, Jorge Ramos, Jorge Raymundo Saavedra, Jose Saavedra et Julio Hernandez Carranza, observateurs de la Convergence Démocratique, sont arrêtés par des membres du détachement militaire n° 6 de Sonsonate.

24 mars : Julio Flores, observateur de la Convergence Démocratique, est enlevé par des membres du bataillon Bracamonte qui le détiennent pendant 8 jours à leur quartier général (la limite légale pour une détention administrative est de 72 heures). Les militaires le relâchent ensuite sans explication et sans retenir d'accusation contre lui.

27 mars : Deux membres du Mouvement Populaire Social-Chrétien (MPSC), Abel Castillo et Jose Lucio Ramirez, d'Armenia dans la province de Sonsonate, sont enlevés par les forces armées.

31 mars : Remberto Gutierrez Hernandez, autre observateur de la Convergence Démocratique, est enlevé à son domicile par la Garde Nationale.

2 avril : Une bombe de fabrication artisanale est déposée sous le porche de la maison du Dr Ruben Zamora à Cojutepeque. Sa maison est endommagée par l'explosion. Le Dr Zamora est le père du Dr Ruben Ignacio Zamora de la Convergence Démocratique.

19 avril : Des troupes de la 1ère brigade d'infanterie et de la Police des Finances occupent 6 heures durant le local du Mouvement Populaire Social-Chrétien.

15 avril : Un hôpital du FMLN de l'hacienda Catarina, dans le département de San Vicente, est attaqué par des unités des forces de l'air salvadoriennes. Le Dr Gustavo Ignacio Isla Casares, argentin, Madeleine Lagadec, une infirmière française, ainsi qu'une jeune Salvadorienne de 16 ans, Maria Cristina Hernandez, sont arrêtés, torturés pour être ensuite assassinés. Deux militants du FMLN sont aussi blessés, arrêtés et tués ensuite ; il s'agit de Carlos Gomez et de Clelia Concepcion Diaz Salazar. C'était la troisième attaque contre des installations médicales ces derniers mois. En octobre 1988, un hôpital de campagne du FMLN avait été attaqué par les forces armées à Cinquera, dans la province de Cabanas. Le médecin espagnol, Pedro Maria Guayache Sardina, et l'infirmier salvadorien, Ricardo Garcia Flores, avaient été blessés. Tous les deux furent évacués de Copapayo, près de Suchitoto, par la Croix Rouge internationale le 11 octobre.

16 avril : L'Eglise catholique, par la voix de Mgr Gregorio Rosa Chavez, s'est prononcée contre la création du Service de renseignements et d'information de l'ARENA. Elle a qualifié de campagne de diffamation les accusations de terrorisme lancées par le Vice-Président élu, Francisco Merino, contre des prêtres tels que le curé Walter Guerra, ou Segundo Montes, de l'Université Catholique Centre-américaine, et contre les responsables de l'organisme "Tutelle légale de l'Archevêché". L'Eglise soutient que les parties en conflit doivent formuler de nouvelles propositions de paix et ainsi éviter son aggravation.

18 avril : D'après le Colonel Ochoa, secrétaire général de l'ARENA, les forces armées ont besoin de lois nouvelles pour combattre le terrorisme. Il faut constituer un front intérieur contre le FMLN et corriger certaines anomalies dans les opérations des militaires pour mieux définir la mission de l'armée à laquelle il a reproché de n'avoir pris aucune mesure pour empêcher l'attentat contre la maison de Merino, alors qu'elle en était informée.

18 avril : Le Vice-Président élu, Francisco Merino, accuse publiquement 7 personnes dont deux travailleurs de l'usine Colgate-Palmolive, Alexander Posada et Francisco Lazo Flores, deux membres de la communauté catholique du quartier de "La Chacra", Alexander Barriento et un prêtre espagnol prénommé Daniel, d'appartenir à un commando urbain des FPL. Il affirme que ce commando est l'auteur du récent attentat contre sa maison et qu'il était dirigé par un commandant des FPL ... Salvador Sanchez Ceren !

19 avril : Les bureaux du Comité Chrétien pour les Déplacés Salvadoriens (CRIPDES), le siège de l'Association des Femmes Salvadoriennes (ADEMUSA) et celui de la Fédération Unitaire Syndicale Salvadorienne (FUSS) sont l'objet d'une fouille. 76 personnes sont arrêtées.

19 avril : La Fédération des Comités de Mères de disparus et de victimes d'assassinats politiques (FECMAFAN) dénonce l'arrestation d'un de ses membres, Alicia Galan Garcia. Deux membres du CRIPDES, Mauricio Contreras et Justino Argueta, un membre du Comité des chômeurs et licenciés (CODYDES), Mauricio Perez, un membre de l'Eglise luthérienne, Lazaro Antonio Cornejo, sont également arrêtés.

19 avril : "Le peuple a voté pour nous, pour le changement, y compris sur le terrain militaire" déclare le Colonel Ochoa, député de l'ARENA. Il affirme que Cristiani n'a pas gagné les élections grâce à l'armée salvadorienne ou grâce à l'ambassade américaine, mais grâce au peuple, et il en conclut que les militaires devront obéir aux politiques.

19 avril : Alfredo Cristiani, après avoir évoqué la lutte armée du FMLN, notamment en zone urbaine, déclare : "Si le FMLN ferme toute ouverture politique, mon gouvernement n'aura d'autre alternative que le développement des opérations militaires. Selon Cristiani, le FMLN abandonnerait sa tactique de guerre de guérilla et s'appuierait souvent sur des fronts civils urbains pour destabiliser le gouvernement. "Nous ne faiblirons pas dans nos efforts pour faire triompher la loi (...)."

20 avril : Le Colonel Orlando Zepeda, chef de la 1ère brigade d'infanterie, assure que la stratégie du FMLN s'élabore à l'Université Catholique Centre-américaine des Jésuites et qu'elle leur sert de refuge. Il accuse le FMLN et le MPTL et "d'autres couvertures" de l'assassinat du procureur Garcia Alvarado. Il affirme également que l'Université Nationale, l'UNTS et la FENASTRAS sont des nids de terroristes. Il appelle l'armée à multiplier les fouilles et les juges à condamner les suspects. "Les lois existent. Il ne reste plus qu'à les appliquer avec la plus grande rigueur" déclare t-il.

20 avril : Le Colonel Ochoa, député de l'ARENA, demande aux juges salvadoriens "une action plus effective" contre la guérilla urbaine. Il s'est entretenu avec le Colonel Ponce qu'il avait accusé de s'opposer au changement de stratégie militaire. Le Général Vides Casanova demande que l'armée organise davantage de patrouilles en zone urbaine.

30 avril : Le recteur de l'Université Centre-Américaine (UCA), le prêtre jésuite Ignacio Ellacuria, accuse des groupes paramilitaires de droite de l'attentat à l'explosif qui a détruit l'imprimerie et la maison d'édition de l'institution universitaire dans la nuit du vendredi précédent.

1er mai : Une dizaine de milliers de travailleurs affiliés à l'Union Nationale des Travailleurs Salvadoriens (UNTS) ont manifesté dans les rues de San Salvador à l'occasion du 1er mai. Se sont joints à eux l'Union Démocratique Nationaliste (UDN) et la Convergence Démocratique (CD) qui ont déclaré que, unis, ils travailleront pour qu'aboutissent les revendications de la population. Tous ont réclamé du futur gouvernement des négociations, la paix, la justice, la liberté et l'arrêt de la répression.

2 mai : L'Université Nationale du Salvador (UES) dénonce une tentative d'assassinat qui visait le Vice-Recteur, Monsieur Wilfredo Barillas. Elle accuse des "forces obscures" qui cherchent à créer la confusion et à empêcher l'université d'état de dispenser son enseignement à ses 38 000 étudiants. Selon le Recteur, Monsieur Luis Argueta, Wilfredo Barillas n'a heureusement pas été atteint par les coups de feu tirés sur lui par des inconnus alors qu'il circulait en voiture dans la capitale.

Les autorités de l'Université affirment que cet attentat et ceux qui ont précédé cette année sont des actions de représailles qui seraient la conséquence de leur prise de position en faveur d'une solution négociée au conflit armé opposant l'armée à la guérilla du FMLN.

Le Recteur demande aux universités du monde entier de dénoncer les "agressions" dont est victime l'Université du Salvador.

21 mai : Le gouvernement de Napoleon Duarte autorise le départ à l'étranger de 109 blessés de guerre du FMLN, ceci après 2 mois de négociations avec la guérilla, sur la base d'une application de la Convention de Genève.

Néanmoins, des membres de l'ARENA font savoir que le nouveau président Christiani ne reconnaîtra pas les accords conclus entre Duarte et le FMLN concernant la sortie du pays des combattants blessés de la guérilla.